

L'exigence du progrès



© Mathieu Delmestre

Mardi 3 mai 2016, 80 ans jour pour jour après la victoire du Front Populaire, le Président de la République a tenu un discours offensif et lucide lors de la conférence «la Gauche et le pouvoir» organisée par la Fondation Jean-Jaurès, Terra Nova et la Fondation européenne d'études progressistes. François Hollande a rappelé: «*Au pouvoir, il y a simplement une exigence qui s'appelle le progrès.*» Ce discours replace l'action de la Gauche dans sa perspective historique. Le Président de la République analyse ainsi: «*Ce n'est jamais parce que la gauche est au pouvoir que c'est difficile, c'est parce que c'est difficile que la Gauche est au pouvoir.*» Rappelant que toutes les mesures prises par la gauche depuis 1936 sont inscrites dans la mémoire collective et que ses avancées sociales n'ont jamais été remises en cause. À un an de l'élection présidentielle, (premier tour le

23 avril et second tour le 7 mai 2017), le cap est tracé: valoriser le bilan tout comme l'on fait le 2 mai Bruno Le Roux et Jean-Christophe Cambadélis; poursuivre sur la dernière année du mandat les réformes dont bénéficient les Français et préparer la France à de nouvelles avancées sociales et économiques. La baisse des impôts va se poursuivre pour plus de pouvoir d'achat. La France ne se laissera pas dirigée par l'ultra-libéralisme. La France se redresse depuis 2012. L'économie repart, le chômage baisse, la couverture sociale protège plus de Français... Comme l'a rappelé le Premier secrétaire lors de l'hommage rendu à Léon Blum le 1^{er} mai, il ne reste plus qu'à bien comprendre que la droite «*rêve d'une France au rabais, bon marché, low-cost*» et que nous devons «*reprendre en compte ce que nous sommes pour pouvoir se battre et s'unir.*»

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

22,509 millions d'euros

C'est le montant du plafonnement des dépenses pour les deux candidats du second tour de l'élection présidentielle. Ce plafond est de 16,851 millions d'euros pour les candidats du premier tour. Ces montants figurent dans le guide «Règles et obligations» édité par la Commission nationale des comptes de campagne (CNCCFP) à l'usage des candidats. L'élection est fixée au 23 avril (premier tour) et 7 mai (second tour). Les élections législatives se tiendront pour leurs parts les 11 et 18 juin 2017.

NON AU TAFTA, VICILANCE SUR LE CETA



Les socialistes sont pour le juste échange. C'est-à-dire que dans les échanges commerciaux entre États, les profits sur les marchandises ne doivent pas peser plus que les profits pour ceux qui produisent, ceux qui vendent, qui achètent et qui consomment. Les normes commerciales doivent aussi intégrer des normes sociales et environnementales tout aussi contraignantes pour ne jamais baisser la garde sur les conditions de travail, les salaires et la responsabilité écologique.

« LE PARTI SOCIALISTE RÉAFFIRME SON OPPOSITION AU TAFTA EN L'ÉTAT ACTUEL DES NÉGOCIATIONS. »

De manière lucide, les accords transatlantiques (TAFTA avec les États-Unis et CETA avec le Canada) n'ont de sens que s'ils profitent aux salariés et aux consommateurs. Rien n'est plus grave que d'opposer les salariés entre eux et d'abaisser le modèle social européen

que la gauche s'efforce d'améliorer. C'est la raison pour laquelle le Parti socialiste réaffirme son opposition au traité de libre-échange transatlantique (TAFTA), en l'état actuel des négociations.

Le PS a posé un certain nombre de conditions, qui figurent d'ailleurs dans le premier *Cahier de la présidentielle*. Au Parlement européen, les députés socialistes français et d'autres se battent pour la transparence et la démocratie dans la méthode et l'élaboration de ces accords. Le SPD exige une ratification démocratique.

Il n'est pas question que les traités de libre échange portent atteinte à la souveraineté, ni à nos normes sanitaires, écologiques et sociales, ni à la croissance de nos entreprises, ni à notre modèle social.

Si le TAFTA a capté beaucoup d'attention, le CETA, un traité de libre échange entre l'Europe et le Canada mérite tout autant qu'on soit vigilant. Si le contenu des clauses du TAFTA l'a rendu explosif et la ratification trop compliquée – on voit mal l'ensemble des parlements

d'Europe, le Parlement européen et le Congrès américain voter la même chose – le CETA peut, lui, être ratifié. Mieux, il peut être modifié pour servir de Cheval de Troie, permettant aux entreprises nord-américaines d'avoir les avantages du TAFTA sans les inconvénients. L'opacité des négociations demeure, même si le Canada a accepté la proposition française et européenne d'une Cour de justice commerciale internationale et qu'il défend les intérêts agricoles de notre pays.

De nombreux accords de libre échange ont été signés par l'Europe, mais il faudra que celle-ci sache aussi définir et défendre son modèle social, fait de droits, de protection des salariés. Il s'agit aussi de propager ces valeurs de juste échange pour que la question des salaires décents, du travail décent et de la transition écologique à l'échelle globale passe des intentions aux applications concrètes.

–
Par Pierre Kanuty



LONDRES : LE PARADOXE SADIQ KHAN

« reconquiert Londres pour en faire une ville solidaire. »

Élu avec 57% des voix (1,3 million d'électeurs en sa faveur), Sadiq Khan gagne aussi cette élection contre le fils d'un milliardaire, Zac Goldsmith, aux antipodes de son parcours, de sa vision et de ses motivations. Calomnié pendant toute la campagne, le nouveau maire âgé de 45 ans a ces paroles au lendemain de son élection : « Londres a choisi aujourd'hui l'espoir plutôt que la

peur, l'unité plutôt que la division. » Une déclaration qui peut convenir au Premier ministre britannique.

En effet, cet « îlot » progressiste du Labour au pays des conservateurs est paradoxalement ce qui pouvait arriver de mieux dans la période à David Cameron. Le leader conservateur défend le maintien du Royaume uni au sein de l'Union européenne, contre une partie de son camp. Le nouveau maire travailliste de Londres, comme l'ensemble du Labour, est pour le maintien de son pays dans l'UE.

Ainsi, dans la perspective du référendum du 23 juin appelé communément « Brexit », le coup de pouce pourrait venir d'un travailliste, issu de l'immigration, alors que la coalition au pouvoir se déchire sur fond de protectionnisme économique et de peur de la crise des réfugiés.

–
Par Christophe Disc

Le 6 mai, les londoniens ont donc choisi en Sadiq Khan, un maire travailliste pour conduire une ville de 8,5 millions d'habitants.

Son esprit d'ouverture sur le continent l'invite d'ailleurs à accueillir quelques jours après son élection, la maire de Paris, Anne Hidalgo. Cette dernière témoigne ainsi : « C'est quelqu'un de bien, un humaniste qui partage les mêmes valeurs que les nôtres. » Jean-Christophe Cambadélis aura pour sa part félicité le nouveau maire et le Labour qui

« LONDRES A CHOISI
AUJOURD'HUI L'ESPOIR
PLUTÔT QUE LA PEUR,
L'UNITÉ PLUTÔT QUE LA DIVISION. »
SADIQ KHAN

BRÈVE DE LA SEMAINE

LA RÉUSSITE DU PROGRÈS EN PLUS

Le 2 mai, Jean Christophe Cambadélis et Bruno Le Roux lançaient la campagne de valorisation des mesures sociales prises par le Gouvernement depuis 2012. Les «Fiches de la réussite» éditées par le Parti socialiste et la campagne «#Du progrès en plus» lancée par le groupe Socialiste républicain et citoyen de l'Assemblée nationale sont complémentaires pour mettre en avant le redressement économique et social de la France. Retrouvez ces campagnes sur www.parti-socialiste.fr et <http://duprogresenplus.fr/>

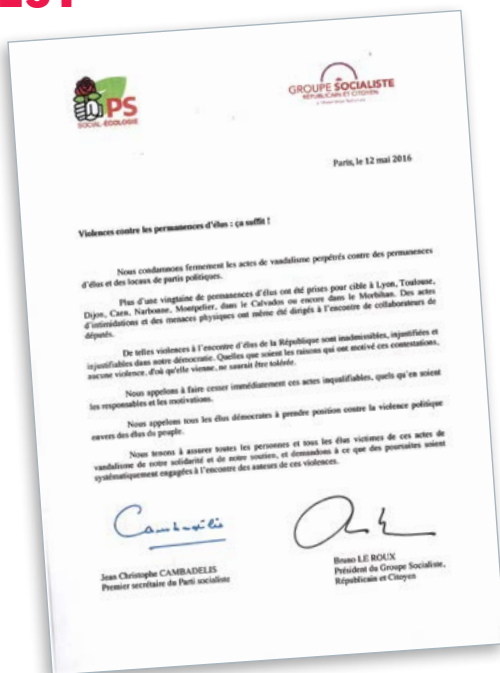


© Mathieu Delmeestre

VIOLENCES CONTRE LES PERMANENCES : ACTES INJUSTIFIABLES !

Des actes contre les locaux et permanences socialistes sont perpétrés (plus d'une vingtaine recensée au 12 mai). Le Premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, et le Président du groupe Socialiste, républicain et citoyen à l'Assemblée, Bruno Le Roux, ont condamné des actes «d'intimidations et de menaces physiques» dans une lettre jeudi 12 mai. «De telles violences sont inadmissibles, injustifiées et injustifiables dans notre démocratie. Quelles que soient les raisons qui ont motivé ces contestations, aucune violence, d'où qu'elle vienne, ne saurait être tolérée.» Jean-Christophe Cambadélis et Bruno le Roux appellent «tous les élus démocrates à prendre position contre la violence politique envers des élus du peuple.»

Par Christophe Discic



LA LISTE DES 12 !

Pour Jean-Christophe Cambadélis, la primaire à droite, «n'est plus une primaire, mais une équipe de foot.» Alors que Didier Deschamps annonçait le 12 mai sa liste des 23 joueurs à l'Euro, le Parti socialiste dévoilait l'album «panini» de la liste des 12 candidats à la primaire de la Droite. Si dans le premier cas, il s'agit de défendre les couleurs de la France, dans le second – et à la lecture du casting et des intentions antisociales –, il est loisible de penser que ces 12 là sont plutôt les «couleurs» de la France.

Retrouvez l'album sur <http://bit.ly/PrimaireClubFoot>

UN 1^{ER} MAI CONTRE «UNE FRANCE AU RABAIS»

Dimanche 1^{er} mai, Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire du Parti socialiste, et François Vauglin, maire du XI^e arrondissement de Paris, accueillent près de 200 personnes sur la place Léon Blum. Ce rassemblement militant en hommage à Léon Blum et au 80^e anniversaire du Front Populaire a été l'occasion pour le Premier secrétaire de rappeler «notre filiation avec un grand passé de luttes et de conquêtes.»

Jean-Christophe Cambadélis a saisi l'occasion pour dessiner, dix jours avant l'officialisation d'Alain Juppé lui-même, les grandes lignes de la politique de Droite de «l'éternel jeune premier». «C'est vrai que son libéralisme radical n'a pas pris une ride», a insisté le Premier secrétaire listant : prévision de suppression de 300 000 fonctionnaires, indemnités chômage rabotées, gel total des prestations sociales sur les 5 ans du

mandat... Ce programme est d'ailleurs en total opposition avec la politique menée actuellement.

Jean-Christophe Cambadélis a tenu à marteler qu'aujourd'hui, en 2016, la question de l'unité de la gauche conditionne sa participation au second tour de la présidentielle. «Premier des socialistes, je suis le premiers des soldats de l'unité.»

Par Christophe Discic



© Mathieu Delmeestre

GÉRARD UNGER

BIOGRAPHE DE GASTON DEFFERRE

Propos recueillis par
Christophe Disic

“ LA NÉCESSAIRE RÉNOVATION DU PARTI A UNI DEFFERRE À MITTERRAND ”

Gaston Defferre nous a quittés le 7 mai 1986. Qui était le père de la décentralisation ? Décryptage 30 ans après par Gérard Unger, PDG de Métrobus, auteur d'une biographie sur Gaston Defferre publiée en 2011.



© D.R.

Quel genre d'homme était Gaston Defferre ?

Nous pouvons spontanément définir Gaston Defferre comme un homme courageux et rigoureux. Courageux parce qu'il a d'abord et très tôt été un grand résistant. Il était le n°2 du réseau Brutus réuni autour de Lucien Boyer dans les Bouches du Rhône. Il a également été courageux dans sa vie politique en affirmant en permanence ses positions. Le fameux « Monsieur X » de la présidentielle de 1965 avait eu le courage par exemple de se présenter en investissant les médias, une première à l'époque. Gaston Defferre était également rigoureux, malgré ce que l'on a pu entendre ou lire. Fils d'un joueur d'argent, ce protestant avait une aversion pour ce type de jeux. C'est d'ailleurs une des sources de son refus de casino à Marseille.

Justement quelle marque a-t-il apporté à Marseille ?

Sa première et seule ambition politique était de devenir maire de Marseille. Si son premier « mandat » d'août 1944 à novembre 1945 permet de stabiliser la sortie de la guerre, c'est quand il gagne la ville en 1953 que Marseille va

connaître le début de son développement structurel. Gaston Defferre hérite d'une ville sous-équipée en proie à la corruption. En 33 ans, jusqu'à sa mort, il va faire de Marseille l'une des villes les plus importantes de France. Les réseaux d'eaux, d'électricité, de voirie vont faire un bond de modernité. Mais son action ne se limite pas à cela. Marseille lui doit une politique de logement capable de répondre aux besoins de la population. Il y développe les services publics comme les écoles, les lycées ou encore les hôpitaux. Sa plus grande réussite sera symbolisée alors qu'il est ministre de l'Intérieur par sa Loi PLM (*Paris-Lyon-Marseille*) de 1982 plaçant cette ville dans la même organisation administrative des deux autres grandes métropoles françaises.

Quel sens donnait-il à la décentralisation ?

Gaston Defferre voulait tout simplement que le pouvoir centralisé et l'appareil administratif se rapprochent des territoires et donc du terrain, du quotidien des gens. Il a incarné la décentralisation qu'il a réussi très rapidement à mettre en place. Imaginez qu'il devient ministre de l'Intérieur en mai 1981 et que ses textes sont déposés fin juillet. Les lois dites « Defferre » sont promulguées en mars 1982. Il a appliqué le concept de décentralisation qui a inspiré ensuite l'ensemble des réformes depuis plus de 30 ans.

« IL A APPLIQUÉ LE CONCEPT DE DÉCENTRALISATION QUI A INSPIRÉ ENSUITE L'ENSEMBLE DES RÉFORMES DEPUIS PLUS DE 30 ANS. »

Quel était son rapport à François Mitterrand ?

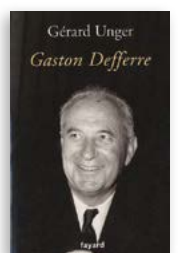
Ils n'ont pas commencé ensemble mais ils ont réussi à se retrouver au bon moment. Gaston Defferre avait tenté l'aventure présidentielle de

1965. Il brûle la politesse à Mitterrand en 1969 au moment du départ de De Gaulle. S'associant à Mendès-France, il ne dépasse pas les 5%. C'est après cette présidentielle que la rénovation nécessaire de Parti socialiste unit les deux hommes. Ils ne se quitteront plus depuis le Congrès d'Épinay de 1971. Il était clair pour les observateurs avertis qu'en cas de victoire en 1974, Gaston Defferre aurait hérité de Matignon. En 1981, Mitterrand ne voulait pas un couple Président-Premier ministre trop âgé à la tête de l'exécutif. Defferre obtient alors le portefeuille de l'Intérieur.

« EN 33 ANS, IL A BOULEVERSE LA PHYSIONOMIE DE MARSEILLE. »

Quel couple formait-il avec Edmonde Charles-Roux ?

Ce fut un couple improbable qui a tenu. Edmonde était devenue la « ministre » de la culture de Marseille. Elle a soutenu la création des ballets de Roland Petit ou encore fondé le Théâtre de la Criée. Une des facettes moins connues révèle que la culture n'était pas étrangère à Gaston Defferre. Il adorait les surréalistes et pouvait déclamer du Robert Desnos sans problème. Defferre a laissé faire Edmonde sur la politique culturelle. À sa mort, elle a été très attentive à l'héritage et au travail de Gaston Defferre.



Retrouvez la biographie « Gaston Defferre » chez Fayard, 2011